

*Initiatives ministérielles*

étaient inscrits. Ces gens-là vivent avec un budget extrêmement restreint. Je trouve que ce serait beaucoup que de leur demander d'attendre trois mois pour recouvrer l'argent qu'ils ont dépensé le lendemain du jour où ils ont touché leur chèque précédent.

Le gouvernement voudrait que d'une façon ou d'une autre les chefs de familles monoparentales qui touchent de très faibles revenus et qui s'efforcent d'élever et de faire instruire leurs enfants modifient leur budget afin de pouvoir attendre pendant trois mois qu'il leur rembourse la taxe sur les produits et services qu'ils ont acquittée depuis qu'ils ont touché leur dernier chèque. Ils touchent d'autres montants tous les mois. Serait-ce si difficile pour lui de les rembourser tous les mois, plutôt que tous les trimestres?

Je ne parle pas en faveur du régime. Je continue de m'opposer à ce qu'il ne soit pas pleinement indexé, mais je trouve qu'il devrait y avoir moyen de remettre ces chèques aux consommateurs qui en ont si désespérément besoin plus souvent qu'une fois par trimestre. J'espère que mes prières ne tomberont pas dans l'oreille d'un sourd. Nous ne savons pas encore exactement ce que le gouvernement entend faire au sujet des produits alimentaires. Il semble à première vue que les aliments, même les plus exotiques, vendus dans les épiceries seront détaxés. Par contre, ce qu'il y a de plus modeste, comme la viande hachée, et j'espère ne blesser personne en parlant ainsi, sera taxée si le consommateur l'achète dans un restaurant-rapide. Pourtant, la viande hachée nourrit bien des familles qui ne peuvent se permettre autre chose. Dans bien des cas, il est plus économique de commander de la viande hachée dans un restaurant rapide que de l'apprêter soi-même à la maison, même si alors le produit est de bien meilleure qualité. Il reste qu'il est plus économique dans les restaurants-rapides. D'après le régime fiscal en vigueur, les produits modestes sont taxés, tandis que les aliments plus exotiques vendus dans les épiceries ne le sont pas. C'est injuste.

Les personnes qui en ont les moyens et qui vivent assez près de la frontière pour aller acheter leurs denrées alimentaires chez nos voisins du sud ne paieront pas de taxe sur les produits qu'ils rapporteront au pays. Celles qui habitent loin de la frontière et qui doivent s'approvisionner dans les magasins canadiens, et je ne parle pas ici seulement des produits alimentaires, mais bien de tous les produits en général, auront à payer la taxe. C'est injuste. Il doit sûrement y avoir une meilleure solution.

Je me souviens d'avoir lu, à l'époque où j'étais député à l'assemblée législative de Victoria, un article rédigé par un Montréalais qui parlait des divers marchés boursiers au Canada. On affirmait qu'un investisseur moyen qui spéculait à la Bourse de Vancouver avait de meilleures chances de faire un profit en achetant des billets de Loto Canada. Et, pourtant, les investissements ne sont pas taxés. Si vous en avez les moyens, vous pouvez jouer à la Bourse, où d'énormes quantités d'argent changent de mains, sans payer de taxe, mais si votre mère va jouer au bingo un soir, alors elle va payer de la taxe. Tout cela est injuste. Si une forme de jeu d'argent est taxable, toutes les formes devraient l'être. Bien entendu, ce devrait être le contraire.

La TPS est censée être visible. Comme de raison, c'est comme taxer les banques. Cela représente une difficulté, donc on abandonne l'idée. Tout ce que le gouvernement ne veut pas faire, il dit que c'est trop difficile. Si c'est pour que les petites gens sachent combien de taxe ils paient, alors que les gens plus à l'aise s'en fichent un peu, cela devient difficile parce que le gouvernement ne veut pas vraiment s'en occuper. Le gouvernement ne tient pas vraiment à ce qu'ils puissent voir un ruban de caisse enregistreuse leur faisant prendre conscience du montant de leur revenu qui sert à payer cette taxe. C'est tellement difficile qu'il vaut mieux ne rien faire.

La TPS n'est pas censée avoir d'incidence sur les recettes. Si nous lisons bien le document qui a été publié récemment, nous constatons que 5,5 milliards de dollars seront consacrés à la réduction du déficit. Ce n'est pas juste. Cette décision n'a rien de juste. On a dit dès le départ que le but recherché était d'aider à réduire le déficit du gouvernement. C'est bien plus facile d'aller puiser dans les poches des gens qui gagnent peu en imposant cette taxe sur les produits et services que d'abaisser les taux d'intérêt.

Et, bien entendu, les travailleurs n'ont qu'à porter le poids de l'affaire. Ce sont de bien bonnes gens. Ils diront: «Nous savons que c'est dans l'intérêt du gouvernement. Nous nous rendons bien compte que nous payons plus que notre part, mais nous ne demanderons pas d'augmentation de salaires pour compenser.» Ce n'est pas juste de s'en prendre à ces gens dans notre société et de penser qu'ils doivent faire les frais de la mauvaise gestion des finances du gouvernement.

Il y a de meilleurs moyens de tirer plus de revenus de ceux qui ont le moyen de payer. Le gouvernement devrait laisser tomber cette mesure sur la taxe d'accise et trouver un plan sensé qui prélèvera une plus forte proportion de ses recettes auprès de ceux qui sont le mieux en mesure de payer.